

IL DÉCLINE L'OFFRE DE PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT**Djaballah exige de nouvelles élections**

Ce n'est ni plus ni moins une réorganisation des élections législatives qu'exige Abdallah Djaballah. Le président du FJD se dit outré par la proposition faite à sa formation, invitée à prendre part au prochain gouvernement. Il répond n'avoir rien à marchander.

Nawal Imès - Ager (Le Soir) - Le Front pour la justice et le développement (FJD) n'a pas l'intention de prendre part au prochain gouvernement. Son président rejette la proposition qui lui a été faite au sujet de deux ministères.

Djaballah trouve même indécentes, les pratiques qui consistent à tenter de contourner le parti et de convaincre «certains» militants d'accepter d'être membres de l'Exécutif. Le numéro un du FJD explique que ces tentatives seront vaines puisque les personnes contactées n'ont pas l'intention de contredire la ligne du

parti. A ceux qui ont approché sa formation, Djaballah répond n'avoir «rien à marchander» et préférer aux deux postes ministériels le militantisme. C'est, dit-il, la seule voie que son parti a choisie. D'ailleurs, à l'occasion du Majliss Echoura du parti, ses membres ont adopté le même ton que depuis l'annonce des résultats : ils dénoncent ce qu'ils assimilent à un coup de force.

Djaballah appelle, d'ailleurs, à la réorganisation des élections législatives à l'occasion de la tenue des élections locales. Il propose de confier l'organisation de



Photo : New Press.

Djaballah ne compte pas baisser les bras.

cette consultation à une instance nationale de consensus. Dans le communiqué sanctionnant les tra-

vaux du Madjliss Echoura, ses membres considèrent que «la confiscation de la souveraineté

nationale confirme que nous sommes dans un pays où le peuple appartient au pouvoir et que la démocratie n'est que de façade».

Le FJD considère que les résultats de l'élection sont la preuve supplémentaire que le pouvoir ne croit pas en l'alternance par la voie des urnes. La fraude conclut le FJD n'est que le prélude à l'élaboration d'une Constitution qui va renforcer le pouvoir du président et marginaliser davantage la société. Ce n'est pas pour autant que le FJD baissera les bras.

Djaballah affirme que le combat continuera au sein du front constitué avec les autres partis ou en solo. Une initiative qui, dit-il, a le mérite d'exister.

N. I.

SES DÉPUTÉS CLAQUENT LA PORTE DU PARTI**Crise au FNA**

Décidément, le Front national algérien (FNA) n'en finit pas avec les dissidences et autres crises larvées qui le secouent épisodiquement. Et cette fois-ci, la fronde n'a pas trop tardé à devenir du domaine public avec la sortie, pour le moins fracassante, des députés qui se sont tout simplement démarqués de la ligne politique du parti aussitôt confortablement installés au sein de la nouvelle APN.

M. Kebci - Alger (le Soir) - Est-il quelque part écrit que le FNA subisse, tel un rituel, des vagues de contestation qui se terminent souvent par des dissidences ? C'est, en tout cas, à cette interrogation que le président du parti s'est évertué, hier, à l'occasion d'une conférence de presse à trouver la ou les réponses ou, à défaut, des pistes ou des éléments de réponse.

Et ce n'est pas fortuitement que Moussa Touati entame sa déclaration liminaire en faisant, d'emblée, remarquer que son parti subit à chaque échéance électorale des secousses avec le départ massif de ses élus, notamment les députés. Une sorte de malédiction dont semble s'accommoder la direction du parti au vu de l'attitude pour le moins paradoxale de cette dernière.

En effet, alors que les neuf députés du FNA élus à l'issue des dernières législatives, comme leurs prédécesseurs en 2002 (six départs sur huit) et en 2007 (7 départs sur 9), ont publiquement remis en cause la ligne politique du parti, Touati ne fait point montre d'inquiétudes. Comme s'il se pliait à ce sort qui s'abat sur son parti et sur bien d'autres entités politiques, ou comme s'il mettait cela sur le compte des «us» et «vertus» de notre scène politique indéfiniment marquée du sceau des changements de position, des alliances contre-nature ou du nomadisme politique.

Sinon, comment expliquer son peu d'empressement à se positionner face à cet «affront», en affirmant ne pas «prendre de

mesures disciplinaires ou conservatoires à l'encontre de ces frondeurs». Ceci bien qu'il saisisse la raison de ce retournement, en affirmant que cette défection collective «cache mal le souci de ces députés de ne pas honorer leur engagement écrit, lié au financement de leur propre campagne électorale».

Souci, par ailleurs, dévoilera encore Touati, que partagent nombre d'autres candidats du parti qui, soutiendra-t-il, «n'ont à ce jour pas réglé leurs frais de campagne». Des candidats malheureux qui ont, alors, selon toujours Touati, «entamé une vaste campagne de destitution du parti en appelant à un congrès extraordinaire du parti».

Une démarche menée de concert avec d'anciens militants du parti qui, selon Touati, ont été, «soit écartés ou ayant démissionné de leur propre chef», mettant en cause, dans ce sillage, «bien des transfuges du FLN et du RND».

3^e congrès ordinaire le 21 juin prochain

Et à Touati de soutenir que toutes ces manœuvres dissimulent et voilent mal la volonté de certains cercles de normaliser le FNA. Car le congrès ordinaire du parti, le troisième du genre, se déroulera dans peu de temps, le 21 juin prochain plus exactement, un rendez-vous organique qui devait normalement intervenir en septembre prochain mais reporté en raison des impératifs induits par la préparation pour les dernières législatives, dira-t-il.

Le président du FNA en voudra comme preuve cette dernière sortie, pour le moins, loin d'être innocente, des neuf députés du parti qui se démarquent publiquement de la ligne. Une sortie qui contraste mal avec la position du parti à l'endroit des dernières législatives dont il dit ne pas reconnaître la légitimité des résultats, criant à une fraude massive.

D'ailleurs, le FNA est l'un des instigateurs du front du refus des dernières législatives dont les députés ont boycotté les séances de validation des mandatures des nouveaux membres de l'APN et l'élection du président de cette dernière. Deux mots d'ordre du front que les députés du FNA n'ont pas observé, préférant «rentrer dans les rangs», comme voulu en haut lieu.

Ceci avant de reconnaître avoir été personnellement approché pour quitter le navire de l'opposition et s'embarquer dans un autre, celui périphérique du pouvoir. Sollicitation que Touati dira avoir poliment déclinée. «Le FNA, soutiendra-t-il, est un parti d'opposition qui sera tout le temps aux côtés du peuple dont il défendra



Photo : Samir Sid.

Départ massif au parti de Moussa Touati.

les intérêts et s'occupera des pré-occupations au sein du Parlement parallèle» mis sur pied par le «front des 16». «Un Parlement plus légitime en ce sens, dira-t-il, qu'il représente plus de 16 millions de citoyens».

Touati ne manquera pas de s'interroger, enfin, sur le comment du fait que «de par le monde, les partis au pouvoir sont souvent sanctionnés lors d'élections sauf

chez nous où, comme par hasard, les nôtres sont consolidés dans leurs positions alors que le pays vit toujours au rythme de manifestations, de mouvements de contestations, de grèves au quotidien avec l'apparition de nouveaux phénomènes comme le suicide, la harka ou encore l'immolation par le feu, expressions, selon lui, d'un ras-le-bol généralisé».

M. K.

BLIDA : ILS ONT REVENDIQUÉ LE MAINTIEN DE LA POSSESSION DE LEURS TERRES**Des agriculteurs ont assiégé la wilaya**

Des dizaines d'agriculteurs ont assiégé hier le siège de la wilaya de Blida pour revendiquer la conservation de leurs terres acquises, au prix fort, auprès de particuliers, lesquels tentent aujourd'hui de les expulser. Selon les protestataires, ils sont plus de 600 fellahs à avoir racheté, dans les années 1990, des terrains à vocation agricole étalés sur le territoire de la wilaya de Blida.

Les transactions, nous dit-on, ont été faites d'une manière légale puisque ces terres ont été dûment acquises, précisent-ils, car des actes notariés font foi. Cependant, les revendeurs, qui ont bénéficié, en sus des concessions, de crédits bancaires permettant leur exploitation, ont intenté une action en justice contre les acheteurs pour leur exiger la restitution des terres. «Je n'arrive toujours pas à comprendre

l'attitude de mon vendeur qui veut aujourd'hui que je lui restitue le terrain alors que je l'ai payé très cher, sans parler du lourd investissement et de l'argent que j'ai dépensé pour rendre cette terre productive», nous fait savoir un agriculteur présent au sit-in. Il ajoutera : «Normalement, la justice doit sanctionner ces concessionnaires parce qu'ils ont pris l'argent de l'Etat qu'ils ont dépensé ailleurs et non pour produire la terre.»

Enfin, ces agriculteurs ont demandé au wali de Blida d'intercéder en leur faveur auprès de la justice pour qu'ils soient réhabilités dans leur droit et que par voie de conséquence, une issue favorable soit trouvée à leur tourment sachant que plusieurs d'entre eux ont contracté des graves maladies suite à leur désillusion.

M. B.